

# UNIVERSITÉ MARIE & LOUIS PASTEUR

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE  
DE LA RECHERCHE

UNIVERSITÉ MARIE ET LOUIS PASTEUR  
1, RUE CLAUDE GOUDIMEL  
25030 BESANCON CEDEX

☎ 03.81.66.57.03

✉ [service.marches@univ-fcomte.fr](mailto:service.marches@univ-fcomte.fr)

**ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE A BONS DE COMMANDE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

**N°25.003 du 25/03/2025**

## **OBJET DU MARCHÉ:**

**Fourniture de compteurs communicants électriques et  
d'équipements associés**

Procédure de Consultation utilisée : Appel d'Offres Ouvert en application des articles R2124-1, R2124-2-1°, R2161-2, R2161-3-2°, R2161-5, R2162-2 à R2162-5 du Code de la Commande Publique.

**Date et heure limites de réception des offres :**  
**Mardi 13/05/2025 avant 12h00 (heure de Paris)**

## Sommaire

Article 1.	Généralités.....	4
Article 2.	Définition des prestations .....	4
1)	Contenu .....	4
2)	Délais d'exécution .....	4
3)	Durée du marché.....	5
Article 3.	Pièces constitutives du marché .....	5
Article 4.	Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
Article 5.	Règlement du marché .....	6
1)	Forme des prix.....	6
2)	Contenu des prix.....	6
3)	Variation des prix.....	7
Article 6.	Clauses.....	7
1)	Clause butoir.....	7
2)	Clause de sauvegarde.....	7
3)	Clause de réexamen .....	7
4)	Clause de suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles .....	8
Article 7.	Obligations du titulaire.....	9
1)	Représentation du titulaire .....	9
2)	Obligation de conseil .....	9
3)	Obligation d'information .....	9
4)	Obligation de confidentialité .....	9
Article 8.	Autres obligations .....	10
1)	Stockage, emballage, transport.....	10
2)	Obligation de résultat .....	10
3)	Responsabilité du titulaire .....	10
4)	Environnement et protection des droits fondamentaux des travailleurs.....	11
5)	Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers .....	11
6)	Autres obligations relatives au personnel .....	12
7)	Modalités d'établissement des bons de commande .....	13
8)	Modification d'un bon de commande .....	14
9)	Annulation d'un bon de commande .....	14
10)	Prix nouveaux.....	14
11)	Programme d'exécution.....	14
12)	Obligations propres au personnel du titulaire .....	14
13)	Plan de prévention .....	16
14)	Constatation de l'exécution du marché .....	16
Article 9.	Modalité de facturation.....	17
Article 10.	Modalité de règlement .....	19

Article 11.	Sous traitance.....	20
Article 12.	Pénalités .....	21
Article 13.	Retenue de garantie .....	22
Article 14.	Dispositions diverses.....	22
Article 15.	Résiliation.....	23
Article 16.	Assurance et responsabilités .....	24
Article 17.	Garantie .....	24
Article 18.	Règlement des litiges.....	25
Article 19.	Cession ou nantissement des créances.....	26
Article 20.	Procédure collective du titulaire .....	26
Article 21.	Cessation des activités du titulaire.....	27
Article 22.	Règlement général sur la protection des données (RGPD) .....	27
Article 23.	Dérogations .....	29

## Article 1. Généralités

Il s'agit d'un marché de fournitures qui sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

## Article 2. Définition des prestations

### 1) Contenu

Le présent marché consiste en un marché de fourniture de compteurs communicants électriques.

Lieu(x) d'exécution : Ensemble des sites de l'Université Marie et Louis Pasteur : Campus de Besançon, Montbéliard, Belfort, Vesoul, Lons-le-Saunier, Dole.

Le présent marché n'est pas à tranches.

Le marché **n'est pas alloti** car il s'agit de fourniture d'équipements de même nature.

Les variantes sont **refusées**.

### 2) Délais d'exécution

Le titulaire s'engage à livrer le matériel dans les délais indiquées ci-dessous après réception du bon de commande (sauf accord dûment mentionné sur le bon de commande)

Indicateurs	Valeur d'engagement
Délai de fourniture d'un compteur Tore fermé	6 semaines
Délai de fourniture d'un compteur Tore ouvrant	7 semaines
Délai de fourniture d'un compteur Tore ouvrant flexible	8 semaines
Remplacement des compteurs défectueux	20 jours ouvrés

### 3) Durée du marché

Le présent marché sera établi pour une **durée d'un (1) an reconductible 3 fois** par tacite reconduction (Article R 2112-4 du Code de la Commande Publique) sans que sa durée ne puisse excéder 4 ans au total.

## **Article 3. Pièces constitutives du marché**

### **PIECES GENERALES**

- l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ;
- le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;
- les autres textes réglementaires s'y rapportant ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales - CCAG-FCS 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG-FCS 2021) applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services
- les normes et homologations nationales, européennes, internationales en vigueur, les normes AFNOR homologuées ou toute autre norme équivalente et/ou spécifique à l'objet du marché.

Ces derniers documents d'ordre général ne sont pas joints au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter

### **PIECES PARTICULIERES**

- L'acte d'engagement (ATTR11);
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP n°25.003) dont l'exemplaire conservé par l'Acheteur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le règlement de consultation (RC) ;
- DC1 ;
- DC2 ;
- Annexes 1 à 3 ;
- Cadre de réponse technique ;
- L'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC)

NOTA : Dès la notification, tous les points renseignés par le titulaire sont contractuels.

En cas de contradiction, les stipulations des pièces contractuelles précitées prévalent dans l'ordre ci-dessus mentionné.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

## Article 4. Confidentialité et mesures de sécurité

En vertu de l'article 5.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021, le titulaire et l'Acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'Acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'Acheteur. Le titulaire et son personnel ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments:

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'Acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

## Article 5. Règlement du marché

### 1) Forme des prix

Les prix du marché sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

#### **Montant maximum :**

Evaluation du montant estimatif annuel (en €) de l'accord-cadre : 36 000 € HT

Evaluation du montant total estimatif sur la durée maximale de quatre ans de l'accord-cadre : 144 000 € HT

### 2) Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021, ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

En complément de ce même article, les prix sont réputés tenir compte des contraintes sanitaires liées à une pandémie de type COVID-19.

### 3) Variation des prix

Les prix mentionnés dans le BPU, résultant de l'application d'une remise sur le tarif des fabricants, sont réputés fermes durant la première année du marché et révisables annuellement à chaque date de reconduction du présent marché (soit aux mois de juin n+1, n+2 et n+3 et n+4). Cette révision des prix sera limitée strictement à l'évolution, dans les mêmes proportions, des prix pratiqués par les fabricants.

Le titulaire s'engage au maintien des niveaux de remise pendant toute la durée du marché, reconductions comprises.

La révision intervient sur proposition du titulaire, 15 jours maximum avant la date de reconduction du marché, et les documents contenant le détail du calcul de la révision et les nouveaux tarifs sont envoyés par le titulaire, pour validation, à l'adresse suivante:

Université Marie et Louis Pasteur  
Service des Marchés  
1, rue Claude Goudimel  
25 030 Besançon Cedex  
Tél : 03.81.66.57.03  
Mail : service.marches@univ-fcomte.fr

Après validation des révisions de prix par le service des marchés de l'Université Marie et Louis Pasteur, le changement de document de référence ne sera pris en compte que si les nouvelles références ont été dûment notifiées à l'Université Marie et Louis Pasteur par lettre recommandée avec accusé de réception **au plus tard le 15 du mois concerné par cette évolution du bordereau des prix (soit les mois de juin+1, n+2, n+3 et n+4).**

## Article 6. Clauses

### 1) Clause butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'application de la révision des prix (rabais déduit) ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 3 % entre 2 années successives.

Eventuellement, afin de pouvoir vérifier le respect de la clause butoir au moment de la révision des prix, le détail estimatif d'aide à la décision (qui sert à l'analyse des offres) sera calculé avec le prix du nouveau document de référence et comparé au détail estimatif d'aide à la décision initial ou du semestre précédent.

### 2) Clause de sauvegarde

Dans le cas où les prix pratiqués par le titulaire ne pourraient satisfaire à la clause butoir (article 5 du présent CCAP), l'Acheteur se réserve le droit de résilier le marché sans que le titulaire puisse arguer de quelque dédommagement que ce soit.

### 3) Clause de réexamen

Conformément à l'article 25 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021, en cas de circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans

son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Cette clause peut s'appliquer en combinaison avec la clause de suspension (article 5 du présent CCAP) et peut être mobilisée lorsque la dégradation des conditions d'exécution des prestations, sans bouleverser l'économie du contrat, excède néanmoins les aléas du marché.

Le cas échéant, un avenant devra être conclu afin de convenir des modalités de prise en charge des surcoûts directement induits par la mise en œuvre des moyens supplémentaires destinés à faire face aux circonstances imprévisibles au regard des justificatifs fournis par le titulaire. A cet égard, l'avenant tiendra compte notamment des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations et des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution. Dans ce cadre, il appartient au titulaire de demander qu'il soit procédé à des constatations contradictoires afin d'évaluer les moyens supplémentaires mis en œuvre pour faire face à ces circonstances et de fournir à l'Acheteur une grille de répartition des principaux surcoûts.

En cas de désaccord entre les parties ne permettant pas la conclusion d'un avenant, ce désaccord sera réglé en application de l'article 46 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021.

Dans l'hypothèse où les circonstances imprévisibles appelleraient une modification de marché, cette modification devra entrer dans l'un des cas de modifications autorisées par le Code de la Commande Publique, prévus à ses articles R.2194-2 à R.2194-9.

#### 4) Clause de suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Par application de l'article 24 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, l'Acheteur peut suspendre l'exécution de tout ou partie du marché.

A la suite de la décision de suspension de la fourniture-livraison de compteurs communicants électriques et dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours ouvrés à compter de la décision de suspension du marché, un dialogue doit s'instaurer entre les parties afin de :

- définir les modalités de constatation des prestations exécutées ainsi que des immobilisations de matériels et de personnel induites par les circonstances ;
- le cas échéant, en cas de suspension partielle, de convenir des modalités de maintien d'une partie des obligations contractuelles du titulaire pendant la durée de la suspension.



Dans un second temps et dans un délai raisonnable, les parties doivent convenir des modalités de reprise de l'exécution du marché, et, le cas échéant, des modifications à apporter à ce dernier ainsi que des modalités de répartition des surcoûts.

Afin de préserver la continuité du service public, le titulaire est tenu, à l'issue de la période de suspension, de reprendre la fourniture-livraison de compteurs communicants électriques et des équipements associés selon les modalités prévues par le marché.

En cas de désaccord entre les parties, notamment sur les modalités de reprise des prestations et de répartition des surcoûts, ce dernier sera réglé dans les conditions prévues dans l'article 46 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021.

## **Article 7. Obligations du titulaire**

### 1) Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'Acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'Accord-Cadre. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés au plus tard à la notification du marché. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'Acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

### 2) Obligation de conseil

Le titulaire livrera le matériel conformément aux bons de commande émis par l'Université Marie et Louis Pasteur et **dans les délais indiqués dans le présent CCAP**. Comme l'Université Marie et Louis Pasteur se chargera de l'installation de ces compteurs communicants électriques, le titulaire est déchargé de toute obligation de conseil complémentaire.

### 3) Obligation d'information

Le titulaire livrera le matériel conformément aux bons de commande émis par l'Université Marie et Louis Pasteur et **dans les délais indiqués dans le présent CCAP**. Comme l'Université Marie et Louis Pasteur se chargera de l'installation de ces compteurs communicants électriques, le titulaire est déchargé de toute obligation d'information complémentaire.

### 4) Obligation de confidentialité

Le titulaire et ses salariés s'engagent à ne pas divulguer sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou, aurait pu avoir, connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Le titulaire doit respecter scrupuleusement cette obligation de discrétion et être attentif à son respect par l'ensemble des membres de son personnel (y compris par le personnel employé pour une courte durée, stagiaires, intérimaires, contractuels à durée déterminée « CDD » ...).

À ce titre, le titulaire ne pourra procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'Acheteur.

L'Acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations du présent article par la société. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute pouvant conduire l'Acheteur à résilier sa commande aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par l'Acheteur au titulaire au titre de l'article 1242 du Code Civil ou de l'engagement des procédures pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

Le titulaire se conforme d'une manière générale aux dispositions du Code Pénal sur le secret professionnel.

En cas de violation du secret professionnel, le marché serait immédiatement résilié aux torts exclusifs du titulaire en application de l'article 5.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021.

## **Article 8. Autres obligations**

### **1) Stockage, emballage, transport**

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021.

- Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.
- De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.
- Les risques afférents au transport des matériels jusqu'à leur lieu de livraison incombent au titulaire.

Par dérogation à l'article 18.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021, tous les frais de transport et de livraison des matériels jusqu'à leur lieu de livraison sont à la charge du titulaire, même en cas de difficultés exceptionnelles de manutention.

### **2) Obligation de résultat**

La fourniture de compteurs communicants électriques doit être conforme au BPU, au CCAP, et au CCTP du présent marché.

Le titulaire s'engage à prendre toutes dispositions utiles, notamment en matière de personnel, pour répondre aux demandes de l'Acheteur.

La fourniture de compteurs communicants électriques et des équipements associés devra être réalisée par le titulaire avec un souci de qualité constant et dans les délais prévus dans le présent CCAP. Le titulaire doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour une exécution correspondant parfaitement à la demande de l'Acheteur.

### **3) Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre de ce marché, tous les procédés et moyens lui permettant d'exécuter ce dernier conformément aux spécifications du cahier des charges.

Les compteurs communicants électriques devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché

mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

#### 4) Environnement et protection des droits fondamentaux des travailleurs

Pour l'exécution du marché, le titulaire s'engage à :

- ne pas utiliser des traitements chimiques susceptibles d'occasionner des troubles physiologiques tant à la manipulation qu'à l'usage. Les produits utilisés lors de la fabrication ne doivent pas contrevenir aux directives européennes concernant l'hygiène et la protection de l'environnement
- limiter au maximum la pollution grâce à l'utilisation de procédés non polluants, notamment en mettant en place progressivement les meilleures techniques disponibles pour l'environnement, afin de réduire les impacts environnementaux
- communiquer à l'administration toute la filière de la production, afin d'assurer sa traçabilité
- en vertu de la déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux principes et droits fondamentaux au travail, adopté par la Conférence Internationale du Travail en 1998, mettre tout en œuvre pour respecter les droits fondamentaux suivants :
  - la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective, convention n°87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical de 1948 et convention n°98 sur le droit d'organisation et de négociation collective de 1949,
  - l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire, convention n°29 sur le travail forcé de 1930 et convention n° 105 sur l'abolition du travail forcé de 1957,
  - l'élimination de toute forme de discrimination en matière d'emploi et de profession convention n°100 sur l'égalité de rémunération de 1951 et convention n°111 concernant la discrimination (emploi et profession) de 1958,
  - l'abolition des pires formes du travail des enfants. Convention n°138 sur l'âge minimum de 1973 et convention n°182 sur les pires formes de travail des enfants de 1999,
- accepter un contrôle de tous les points susvisés, par un organisme indépendant ou une organisation non gouvernementale, mandaté par l'administration.

Plus généralement, le titulaire garantit que les matériaux et matériels utilisés sont conformes aux normes françaises homologuées et que leur usage se fait dans le cadre de la réglementation en vigueur.

#### 5) Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères ayant pour objet la maintenance multiservices des sites Ile de France.

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Les demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 12 et 13 du CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

## 6) Autres obligations relatives au personnel

Le titulaire désigne un responsable de son entreprise chargé de recevoir les bons de commande.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'Acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'Acheteur.

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque motif que ce soit.

Le titulaire paie la rémunération de son personnel et les charges sociales, fiscales et autres afférentes à celle-ci. Il souscrit les assurances nécessaires pour se garantir contre les risques encourus dans l'exercice de son activité. L'administration est dégagée de toute obligation en la matière.

## 7) Modalités d'établissement des bons de commande

Préalablement à l'émission d'un bon de commande, l'Université fera parvenir (par courriel) au titulaire du marché le plus en amont possible un estimatif du nombre et de la nature des équipements souhaités. Le titulaire devra le plus rapidement possible répondre (par courriel) à chacune de ces demandes en indiquant :

- les délais de livraison (qui doivent être **impérativement conformes** aux délais indiqué à l'article 2 -2) Délais d'exécution du présent CCAP),
- le nom de la personne en charge du dossier chez le titulaire,
- le montant du futur bon de commande (en fonction des prix indiqués dans le BPU).

Toutes ces informations seront reprises dans les bons de commande. Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date fixée dans celui-ci.

Chaque bon de commande précise notamment :

- les références du service émetteur de la commande
- le numéro et la date d'émission du bon de commande
- le numéro du marché
- la référence de l'Accord-Cadre
- la désignation et la quantité des fournitures commandées
- le lieu de livraison des fournitures
- la référence du devis et de la date de ce dernier
- le taux et le montant de la TVA
- les montants unitaires, hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total du bon de commande, hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- la validation informatique de ce bon de commande par une personne habilitée de l'Université Marie et Louis Pasteur

Les bons de commande sont envoyés par mail au titulaire.

Les bons de commande seront adressés pendant les jours ouvrés et aux heures d'ouverture de l'Université Marie et Louis Pasteur. Le titulaire doit accuser réception dans le délai maximum de 24 heures par renvoi par courrier électronique du bon de commande portant la date et l'heure de réception.

**La date de validation informatique par l'Acheteur du bon de commande vaut date de début des délais d'exécution indiqués dans le présent CCAP.**

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-Cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 90 jours suivant la fin de l'Accord-Cadre.

La résiliation de l'Accord-Cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission de la fourniture des compteurs communicants électriques et des équipements associés.

## 8) Modification d'un bon de commande

Si, en cours de validité du marché, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la passation d'une commande modificative soumise aux mêmes règles administratives que le bon de commande initial. Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange de courriels entre les parties, sans remettre en cause le montant du bon de commande.

## 9) Annulation d'un bon de commande

L'Acheteur peut à tout moment mettre fin à la fourniture des équipements souhaités faisant l'objet d'un bon de commande, avant l'exécution de celui-ci, par une décision d'annulation. L'annulation est indiquée au titulaire par courriel et confirmée par courrier envoyé en recommandé avec accusé de réception.

En cas d'annulation d'un bon de commande par l'Acheteur, le titulaire pourra être dédommagé de toutes les dépenses effectuées par lui dans le cadre de cette commande, sauf cas de force majeure.

Ce dédommagement interviendra sur présentation d'un rapport d'activités et sur production des justifications y afférentes.

## 10) Prix nouveaux

Dans l'hypothèse d'un besoin nouveau d'équipements rendus nécessaires en cours d'exécution du marché, l'Acheteur et le titulaire peuvent convenir d'un commun accord de l'établissement de prix nouveaux unitaires assortis d'un sous détail. Ces prix sont établis par écrit par le titulaire sur demande de l'Acheteur.

Si ce dernier les accepte, le ou les nouveaux prix sont intégrés au marché par l'établissement d'un bordereau de prix supplémentaire notifié au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à sa réception, sans qu'il soit nécessaire de procéder à la passation d'un avenant.

Les prix ainsi intégrés au marché sont réputés avoir les mêmes caractéristiques que les prix initiaux, et peuvent donner lieu à un paiement régulier.

Ils seront révisables dans les mêmes conditions que les prix du marché initial avec comme mois  $M_0$ , le mois de notification au titulaire par l'Acheteur du bordereau de prix supplémentaire validé par ce dernier.

## 11) Programme d'exécution

Il convient de se reporter aux dispositions du CCTP.

## 12) Obligations propres au personnel du titulaire

### 12.1 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel

Le stockage, l'emballage et transport des équipements, objet de ce marché, sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) - 2021. Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison. Les frais de transport restent à la charge du titulaire (livraison franco de port).

Le titulaire sera également responsable de toute dégradation, de quelque nature que ce soit, occasionnée par son personnel ou le transporteur sur les équipements de l'Université Marie et Louis Pasteur (bâtiments, locaux techniques, terrains, etc...).

## 12.2 Accès aux locaux et normes de sécurité

L'accès du titulaire et du transporteur aux sites et locaux de l'Université Marie et Louis Pasteur est soumis aux règles générales imposées aux personnes étrangères à l'Université de Franche-Comté.

## 12.3 Hygiène et sécurité

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Ces prestations sont soumises :

- aux dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail ; ces dispositions n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel ;
- aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail, articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 ;
- aux dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996 pris en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure.

Il est de plus précisé qu'en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail, le terme "chef d'entreprise" s'applique au chef d'entreprise ou à son représentant habilité.

Le titulaire est responsable des dommages que la fourniture de compteurs communicants électriques et des équipements associés peuvent engendrer : à son personnel, aux personnels de l'Université Marie et Louis Pasteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'Université Marie et Louis Pasteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de la fourniture de compteurs communicants électriques et des équipements associés.

Il remet dans son offre une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie en cours de validité.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'Acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Le titulaire est tenu de faire assurer à ses frais, préalablement à la mise à leur disposition en tant qu'il en dispose, les matériels, les objets et les approvisionnements qui lui ont été confiés ou dont il a la garde.

## 12.4 Obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'Acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution de ce marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail. Ces documents sont joints à l'offre dématérialisée et déposée sur la plateforme PLACE.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du Code du Travail.

### 13) Plan de prévention

Le titulaire doit fournir, à l'Université Marie et Louis Pasteur, tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention conformément aux prescriptions du décret n°92-158 du 20 février 1992 modifié en date du 1er septembre 1992 et de la circulaire DRT n°96-5 du 10 avril 1996.

Avant toute fourniture de compteurs communicants électriques et d'équipements associés, le titulaire élabore le plan de prévention avec le service Sécurité et Préventions des Risques de L'Université Marie et Louis Pasteur, le référent technique de ce marché et le service des marchés de l'Université Marie et Louis Pasteur.

### 14) Constatation de l'exécution du marché

#### 14.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées par le référent technique en charge de ce marché. Elles ont lieu au moment de la livraison des compteurs communicants électriques et des équipements associés. Il constate la correspondance entre la quantité livrée des fournitures, les spécifications du marché et du bon de commande. Le titulaire du marché devra se prêter à toutes les opérations de contrôle auxquelles l'Acheteur jugera utile de procéder.

L'Acheteur se réserve le droit de refuser toute livraison de compteurs communicants électriques et des équipements associés ne correspondant pas au bon de commande émis par l'Acheteur et/ou à une réalisation correcte et conforme au présent CCAP ainsi qu'aux annexes à l'acte d'engagement.

#### 14.2 Vérifications quantitatives et qualitatives

Il convient de se reporter aux dispositions du CCTP.

#### 14.3 Décision après vérifications

L'admission définitive est prononcée à l'issue des opérations de vérification de chaque commande. Elle se concrétise par l'apposition par le référent technique de la mention "certification du service fait le (date) " sur les factures émises par le titulaire, déposées **préalablement** et **obligatoirement** par ce dernier sur le portail Chorus Pro.



## **Article 9. Modalité de facturation**

Aucune facture ne sera reçue avant la date d'admission du matériel. Toute facture reçue avant cette date ne sera pas prise en compte et retournée au titulaire. Une nouvelle facturation sera alors établie postérieurement à l'admission.

Les dispositions relatives à la facturation électronique sont prévues aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du Code de la Commande Publique.

En application de l'article D. 2192-2 du Code de la Commande Publique, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- Les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro SIRET de l'Université Marie et Louis Pasteur : 938 106 564 00017;
- L'identification du service émetteur du bon de commande pour la partie unitaire;
- Le nom ou le numéro du service ;
- Le numéro SIRET, SIREN, RCS ou RM de la société ;
- Le nom et l'adresse précise de la société.
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ;
- Le numéro du bon de commande (engagement juridique) fourni par l'Université Marie et Louis Pasteur ;
- La désignation du payeur avec l'indication du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des compteurs communicants électriques et des équipements associés ;
- La quantité et la dénomination précises des produits livrés;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Les coordonnées bancaires ;
- Dès lors que les prix deviennent révisables, en plus du prix initial, le prix unitaire révisé hors taxes, le coefficient de révision des prix et le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients de révision des prix, devront être mentionnés.

Le paiement est effectué selon les règles de la comptabilité publique, en euros.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique;
- du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique

Le dépôt de la facture s'effectue **obligatoirement** sur le portail public de facturation Chorus Pro, accessible par internet en se connectant à l'URL suivante :

[https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife\\_csm](https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm)

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/tutoriels/>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/> rubrique « nous contacter »

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose aux fournisseurs, en fonction de la catégorie de leur entreprise : à partir du 1er janvier 2017 (pour les grandes entreprises) et à compter du 1er janvier 2020 (pour les microentreprises).

A compter du 1er janvier 2017	Grandes entreprises (+ 5000 salariés) et entreprises publiques
A compter du 1er janvier 2018	Entreprises de taille intermédiaire (ETI : 250 à 5000 salariés)
A compter du 1er janvier 2019	Petites et moyennes entreprises (PME : 10 à 249 salariés)
A compter du 1er janvier 2020	Micros entreprises (moins de 10 salariés)

**Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.**

Renseignements nécessaires pour le dépôt de factures sur le portail Chorus Pro :

- SIRET de l'Université Marie et Louis Pasteur: 93810656400017
- Cadres de Facturation : A1 : Dépôt d'une facture par un fournisseur
- Engagements Juridiques : ces derniers correspondront aux numéros des bons de commande fournis, au fur à mesure des besoins, par l'Université Marie et Louis Pasteur
- Numéro de Marché : ce dernier vous sera communiqué lors de la notification du marché
- Code Service : ce dernier est indiqué sur les bons de commande émis par l'Université Marie et Louis Pasteur

## **Article 10. Modalité de règlement**

### 1) Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### 2) Avances

Sans objet.

### 3) Règlement des comptes

Les règlements sont effectués dans les conditions précisées aux articles 11 et 12 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021.

Les demandes de paiement sont adressées directement et uniquement à :

Université Marie et Louis Pasteur  
Direction des Affaires Financières  
Service des Marchés  
1, rue Claude Goudimel  
25 030 Besançon Cedex

#### 4) Délais de paiements

Conformément aux articles R2192-12 à R2192-26 du Code de la Commande Publique, les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations (date du service fait) ou de la date de livraison des fournitures (date de réception de ces dernières par l'Acheteur indiquée sur le bon de livraison et signé par le référent technique).

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit, et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires, applicable pour le calcul de l'indemnisation complémentaire, est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré, à titre d'exemple, de 11.15 points de pourcentage pour la période du 01<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2025 .

Toutefois, si la personne publique est empêchée, du fait du titulaire, de procéder à une opération nécessaire au dit paiement, ledit délai est suspendu.

Les règlements seront effectués par virement, au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

### **Article 11. Sous traitance**

Conformément à l'article L2193-1 du Code la Commande Publique, la sous-traitance est exclue dans le cadre de cette consultation qui ne comporte aucune de prestation de pose ou d'installation des compteurs communicants électriques et des équipements associés.

Par dérogation à l'article 29.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021, à l'issue des opérations de vérification qualitative, dans les cas autres que ceux visés au titre des pénalités l'entité adjudicatrice prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

## Article 12. Pénalités

Les dispositions du présent article dérogent à l'article 14 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021.

### Pénalités de retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations en cause est expiré, sous réserve des stipulations de l'article 13.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021.

Ces pénalités de retard s'appliquent sans mise en demeure par dérogation à l'article 14 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021.

Le titulaire s'engage à livrer le matériel dans les délais indiqués ci-dessous après réception du bon de commande (sauf accord dûment mentionné sur le bon de commande).

Indicateurs	Valeur d'engagement	Pénalité associée
Délai de fourniture d'un compteur Tore fermé	6 semaines	<b>5 € HT par compteur et par jour calendrier de retard</b>
Délai de fourniture d'un compteur Tore ouvrant	7 semaines	
Délai de fourniture d'un compteur Tore ouvrant flexible	8 semaines	
Remplacement des compteurs défaillants	20 jours ouvrés	

Définition d'un compteur défaillant : Tout compteur n'ayant pas émis ses données sur une période de 1 mois est considéré comme défaillant et entre dans le cadre de la période de garantie des compteurs.

### **Pénalités d'exécution**

- Pour non-respect des délais de garantie

En cas de non-respect des délais de garantie par le titulaire sera sanctionné par une pénalité de 110.00 € HT par compteur défectueux non fourni dans les délais prescrits.

- En cas d'absences aux réunions

L'absence du titulaire aux réunions (en présentiel et/ou en distanciel) de suivi du marché est sanctionnée par une pénalité de 100 € HT.

### **Modalités d'application des pénalités**

- Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) - 2021, les pénalités sont dues dès le 1<sup>er</sup> euro.

- Par dérogation à l'article 14.1.2. du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) - 2021 : Le plafonnement des pénalités est de 20 % du montant maximum de l'accord-cadre.

## **Article 13. Retenue de garantie**

Il n'y a pas de retenue de garantie au titre du présent Accord-Cadre.

## **Article 14. Dispositions diverses**

### **1) Forme des notifications et des informations**

L'Acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

### **2) Langue**

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction certifiée conforme en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

## Article 15. Résiliation

Le marché peut être résilié par l'Acheteur on suivant les dispositions du chapitre VII du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021 et des articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la Commande Publique.

Le marché pourra notamment être résilié aux frais et risques du titulaire si l'entreprise sous-traite en contrevenance de l'article 10-Sous traitance du présent CCAP.

Tout manquement à l'obligation de discrétion pourra également entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire, sans préjudice des poursuites prévues par les articles 77, 80-3 du Code Pénal.

En cas de non-respect de l'une des clauses prévues au présent marché, quelle qu'elle soit, le titulaire peut voir le marché résilié sans indemnité. Dans l'hypothèse d'une carence répétée et par dérogation à l'article 42.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021, le marché est résilié avec effet immédiat.

Il est rappelé qu'en cas de résiliation, le titulaire reprend, à ses frais, l'intégralité des matériels et fournitures objet du marché.

Le marché est résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaît par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par l'Acheteur des documents complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal. A défaut, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021.

### **Dispositions particulières**

L'Université Marie et Louis Pasteur peut décider, compte tenu de l'importance et de la répétition des carences constatées dans l'exécution des obligations du titulaire, de résilier le marché aux torts exclusifs de celui-ci (article 45 du CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) -2021), sans qu'il puisse prétendre à indemnité, après qu'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution soit restée sans suite et que le titulaire, informé de la possible sanction, ait été mis à même de présenter ses observations ;

Lorsqu'il est fait application de pénalités d'un même type trois fois dans le trimestre, l'Acheteur se réserve la faculté de procéder à la résiliation du marché pour faute du titulaire ;

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'Entreprise, sans préjudice des droits à exercer contre elle en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'Acheteur.

## Article 16. Assurance et responsabilités

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.
- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Il doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant que l'étendue de la responsabilité garantie est en rapport avec l'importance de la prestation et justifiant qu'il est à jour de ses cotisations (possibilité de dépôt sur le site E-Attestations gratuitement).

L'Université Marie et Louis Pasteur met à la disposition des candidats puis du titulaire la plateforme en ligne e-Attestations.com afin de sécuriser et simplifier vos démarches administratives obligatoires.

L'utilisation d'e-Attestations.com est gratuite et vous permettra d'y déposer régulièrement, et en toute sécurité, les attestations et documents demandés par L'Université de Franche Comté durant l'exécution de vos marchés. <https://www.e-attestations.com/fr/>

## Article 17. Garantie

La durée de garantie des compteurs communicants et des équipements associés fournis par le titulaire est celle prévue par le fabricant : douze (12) mois à la date d'installation des compteurs avec un maximum de dix-huit (18) mois à compter de la livraison, même en cas de vice caché ; Ces garanties sont strictement limitées **au choix de l'Acheteur**, au remboursement du prix du produit ou au remplacement gratuit des pièces défectueuses.



## Article 18. Règlement des litiges

Le présent Accord-Cadre est régi par le droit français.

En cas de litiges, ceux-ci seront réglés conformément aux dispositions de l'articles R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique et du décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Tous les documents écrits remis par le titulaire, y compris les inscriptions sur les produits livrés au titre du marché ainsi que toutes documentations et modes d'emploi, doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

Les paiements sont effectués en Euros.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

En cas de contentieux né de l'exécution de l'Accord-Cadre, le juge du tribunal administratif de Besançon est seul saisi du litige juridictionnel.

- **Référé pré contractuel** (article L.551-1 du code de justice administrative) jusqu'à la date de signature du marché.
- **Référé contractuel** (articles L 551-13 à L 551-16 du code de justice administrative) dans un délai de 1 mois à compter de la publication d'un avis d'attribution au Journal Officiel de l'Union Européenne et dans un délai de 6 mois à compter de la notification du marché dans les autres cas.
- **Recours de pleine juridiction** : par tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de la parution de l'avis d'attribution annonçant la conclusion du marché.
- **Recours pour excès de pouvoir** contre les actes détachables dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée.

**Instance compétente pour l'introduction des procédures de recours :**

Tribunal administratif  
30 rue Charles Nodier  
25000 Besançon  
☎ : 03.81.82.60.00  
✉ Mail : [greffe.ta-besancon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-besancon@juradm.fr)

## Article 19. Cession ou nantissement des créances

Code de la Commande Publique :

### Article L2191-8

Le titulaire d'un marché peut céder la créance qu'il détient sur l'Acheteur à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

Le titulaire d'un marché peut nantir la créance qu'il détient sur l'Acheteur auprès d'un établissement de crédit ou d'un autre créancier.

### Article R2191-45

Le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

### Article R2191-54

Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au **comptable public assignataire**.

## Article 20. Procédure collective du titulaire

Les stipulations ci-après sont applicables en cas de redressement ou de liquidation judiciaire éventuelle du titulaire. En cas de redressement ou de liquidation judiciaire du titulaire, ce dernier est tenu de notifier immédiatement à l'Acheteur l'ordonnance rendue par le tribunal de commerce. Il en va de même de tout acte juridique ayant un rapport direct ou indirect avec la procédure collective susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution du marché.

Dans l'hypothèse d'un redressement judiciaire, l'Université Marie et Louis Pasteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger la poursuite du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cadre d'une procédure simplifiée avec maintien des organes dirigeants de l'entreprise, assistés dans leur gestion en période d'observation par un administrateur judiciaire si, en application de l'article L627-2 du Code de Commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de Commerce.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant expiration dudit délai, le tribunal de commerce à accorder à l'administrateur judiciaire une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur judiciaire ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus indiqué. Elle n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

## **Article 21. Cessation des activités du titulaire**

Dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent marché du titulaire à cette autre société sera possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de l'Université Marie et Louis Pasteur sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

L'Acheteur se réserve le droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs, ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article L-2141 du Code de la Commande Publique.

## **Article 22. Règlement général sur la protection des données (RGPD)**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le contractant s'engage à effectuer pour le compte du responsable du traitement (l'Acheteur) les opérations de traitement de données à caractère personnel.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement européen 2016/679 dit Règlement Général sur la Protection des Données à caractère Personnel (RGPD) du 27 avril 2016 et celle qui en découle à compter du 25 mai 2018, date d'entrée en vigueur de son application.

Dans le cas d'un hébergement de données à caractère personnel sur un territoire extérieur à l'Union Européenne, le contractant devra se conformer aux exigences du chapitre V du RGPD et obtenir notamment de la CNIL l'autorisation préalable nécessaire.

Le contractant s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché,
- traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable du traitement,
- informer le responsable du traitement si une instruction constitue une violation du règlement européen,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale de confidentialité, et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données,
- aider, dans toute la mesure du possible, le responsable du traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité). Par ailleurs et afin que celui-ci puisse y répondre, il informe le responsable du traitement de toute demande portée à son attention dans un délai de 15 jours maximum, délai porté à un mois selon la complexité et le nombre de demandes,
- notifier immédiatement et au plus tard dans les 24h, au responsable du traitement toute violation de données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toutes les informations utiles afin de permettre au responsable du traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL ainsi qu'aux personnes concernées dans un délai de 72h à compter de la prise de connaissance de la violation de données par le prestataire,
- à communiquer à l'Acheteur, en cas de contrôle par la CNIL, toute difficulté susceptible de

- concerner les données de l'Acheteur ainsi que les mesures mises en œuvre pour y remédier,
- aider le responsable du traitement en transmettant l'ensemble des données nécessaires à l'analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel,
- aider, dans toute la mesure du possible, le responsable du traitement à répondre à la CNIL en application de l'article 36 du RGPD,
- restituer l'ensemble des données au responsable du traitement et détruire les copies existantes qu'il aura en sa possession dans un délai maximum de 6 mois (sauf notification expresse contraire du responsable du traitement) à l'issue de la fin ou de la résiliation du marché,
- mettre à disposition du responsable du traitement, les informations nécessaires pour démontrer le respect de toutes ses obligations, permettre la réalisation d'audits et contribuer à ces audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un mandataire,

Concernant l'Université Marie et Louis Pasteur, ces opérations de traitement sont plus particulièrement sous le contrôle de son délégué à la protection des données personnelles, en la personne de Mme Justine PIRANDA, juriste, que le titulaire peut contacter, pour exercer leurs droits ou pour toute question sur ce traitement de leurs données, par courriel à l'adresse électronique suivante : [dpd@univ-fcomte.fr](mailto:dpd@univ-fcomte.fr) ou par voie postale à l'adresse suivante :

Université Marie et Louis Pasteur  
 Direction des Affaires Juridiques  
 A l'attention de Mme Justine PIRANDA  
 1 rue Claude Goudimel  
 25000 BESANCON

***Le contractant s'engage à adopter des mesures de sécurité d'ordre technique et organisationnel eu égard aux risques inhérents au traitement et à la nature des données à caractère personnel concernées, afin notamment :***

- d'empêcher toute personne non autorisée à avoir accès aux systèmes informatiques de traitement de données à caractère personnel,
- d'empêcher que des supports de stockage puissent être lus, copiés, dupliqués, modifiés ou déplacés sans autorisation,
- d'empêcher toute introduction non autorisée de données dans la mémoire ainsi que toute divulgation, toute modification ou tout effacement non autorisés de données à caractère personnel mémorisées,
- d'empêcher des personnes non autorisées d'utiliser des systèmes de traitement de données au moyen de transmission de données
- de garantir que les utilisateurs autorisés d'un système de traitement des données ne puissent accéder qu'aux données à caractère personnel que leur droit d'accès leur permet de consulter,
- de garder une trace des données à caractère personnel qui ont été communiquées, du moment où elles ont été communiquées et de leur destinataire,
- de garantir qu'il sera possible de vérifier à posteriori quelles données à caractère personnel ont été traitées, à quel moment et par quelles personnes,
- de garantir que des données personnelles qui sont traitées pour le compte de tiers ne peuvent l'être que de la façon prévue par l'instruction ou l'organe contractant,
- de garantir que, lors de la communication de données à caractère personnel et du transport de supports de stockage, les données ne puissent être lues, copiées ou effacées sans autorisation,
- de concevoir sa structure organisationnelle de manière à ce qu'elle réponde aux exigences de la protection des données.

Le responsable du traitement s'engage à :

- fournir au contractant les données nécessaires à la réalisation du marché,
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le

contractant,

- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du contractant et la réglementation qui en découle,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du contractant.

## **Article 23. Dérogations**

<b>Article du présent CCAP</b>	<b>Article du CCAG</b>	<b>Objet</b>
7	18.4	Autres obligations
11	27 à 33	Suivi des prestations et vérifications
12	14	Pénalités
13	30.1 ; 30.3	Admission, réfaction, ajournement ou rejet
17	42	Résiliation
19	33.1	Garantie

Lu et approuvé par le candidat

A..... Le.....

Signature et cachet :